

Je voudrais dire d'abord que je me réjouis de l'intérêt que vous portez à la vie politique du Canada et du Québec contemporains. C'est un Québécois qui vous parle et qui ne peut s'empêcher de mesurer le chemin parcouru, dans les relations franco-canadiennes et franco-québécoises, depuis son premier séjour à Paris à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Je me contenterai de noter qu'à ce moment-là, les événements qui nous réunissent aujourd'hui seraient passés, en France, totalement inaperçus. Non seulement parce que les Français avaient alors bien d'autres soucis en tête, mais surtout à cause de l'ignorance mutuelle que nous entretenions les uns envers les autres, sur les deux rives de l'Atlantique. Grâce à Dieu, c'est-à-dire à l'avion, aux télécommunications, aux relations plus intimes entre personnes et gouvernements, grâce surtout à votre sympathie, à votre sens renouvelé de la solidarité culturelle, nous voici engagés sur la voie d'un rapprochement qui fait chaque jour des progrès étonnants.

Ainsi, la nouvelle d'un référendum au Québec ne vous laisse pas indifférents et votre sympathique curiosité nous honore et nous rassure. Vous attendez de moi un exposé qui tente de mesurer l'importance de cet événement, pour le Québec et le Canada, qui reflète aussi l'attitude du Gouvernement canadien, comme l'exposé récent de mon collègue Yves Michaud, délégué général du Québec, traduisait la pensée et la démarche du Gouvernement québécois. Bien entendu, mon propos différera sensiblement du sien. Mais je m'efforcerai d'en exclure toute partisanerie. Il ne s'agit pas de transporter nos querelles internes sur la place de Paris; il s'agit d'informer, aussin honnêtement que possible, des amis qui désirent comprendre ce qui se passe dans un pays qui est plus qu'un allié: un membre de la famille - ou en tous cas qui se perçoit comme tel.

Pour comprendre, il faut d'abord et avant tout éviter ce que j'appellerais volontiers le catastrophisme. Les menaces à la cohésion canadienne et l'angoisse culturelle ressentie par de nombreux Québécois sont des faits bien réels, dont je n'entreprendrai pas une nouvelle description. Le référendum au Québec sur la Souveraineté-Association est un événement politique dont je ne tenterai sûrement pas de réduire l'importance. Le Gouvernement démocratiquement élu d'une province canadienne, qui occupe au sein de notre fédération la première place par l'étendue de son territoire et la deuxième par le chiffre de sa population, propose à ses citoyens une formule constitutionnelle qui conduirait à la sécession, assortie d'un marché commun et d'une union monétaire. De toute évidence, ce n'est pas un événement négligeable.

Mais cela dit, ce référendum ne peut apporter, dans l'immédiat, aucun changement concret. Un oui, même massif, le 20 mai prochain, ne provoquerait ni la rupture de la Confédération canadienne ni l'émergence d'un Québec indépendant. Le Canada serait toujours là, le 21 mai au matin, et pour plusieurs années encore. En corollaire, un vote massivement négatif ne réglerait rien non plus, dans l'immédiat, puisqu'il faudrait s'asseoir quand même à la table des négociations pour corriger certaines déficiences de la Constitution canadienne et adapter nos institutions à des réalités nouvelles apparues au milieu du siècle. Comme le disait un ex-Premier ministre: une victoire du oui ne signifierait pas la fin du Canada; une victoire du non ne signifierait pas la fin du problème.